Conditions générales de vente

BOUTIQUE PARTICULIERS | Édition du 24 octobre 2026

01 Objet et vendeur

ATRIUM, société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) au capital social de 5 000 €, exploitant la marque AuGré France. Siège social : 21 rue du Docteur Tallet, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue, France. SIREN : 822 979 043 ; SIRET : 822 979 043 00012 ; RCS Avignon ; TVA intracommunautaire : FR21822979043. Contact : augre.france@gmail.com ; téléphone : +33 6 70 82 63 72.

Les présentes conditions générales de vente régissent les commandes passées par des consommateurs sur la boutique « Particuliers » du site augre-france.com. Elles s'appliquent dans leur version communiquée au client avant sa commande. La boutique professionnelle relève de conditions distinctes.

02 Produits et présentation

AuGré France propose notamment du prêt-à-porter, des sacs, des articles de petite maroquinerie et des accessoires. Les caractéristiques essentielles (matière, taille, couleur, conditionnement et disponibilité) figurent sur les fiches des produits. Les photographies illustrent les produits ; les différences techniques d'affichage ne dispensent pas de fournir un article conforme à sa description.

03 Prix et frais

Les prix destinés aux particuliers sont affichés toutes taxes comprises (TTC), dans la monnaie indiquée sur le site. Les tarifs applicables aux produits, les éventuelles réductions et les autres frais dus sont ceux affichés au panier et dans le récapitulatif avant validation de la commande. Aucun tarif de produit ou de transport n'est fixé dans les présentes CGV : le montant contractuel est celui expressément accepté par le client lors de son achat.

Les modes de transport disponibles, leurs frais et les taxes applicables sont présentés au client avant la confirmation définitive de la commande.

04 Commande et acceptation

Le client vérifie les caractéristiques, quantités, prix et adresses de livraison avant la validation définitive, et peut corriger ses éventuelles erreurs. La confirmation finale de la commande est assortie de la mention claire d'une obligation de paiement. Les présentes CGV sont accessibles et téléchargeables avant validation ; leur acceptation est sollicitée lors de la commande.

Après la commande, le client reçoit par courriel un récapitulatif des articles commandés, du prix, du moyen de livraison et des informations contractuelles sur un support durable. Les informations et la version des CGV applicables à la commande peuvent être conservées par le client.

05 Paiement

Les achats sont réglés intégralement à la commande, par carte bancaire via le prestataire de paiement Stripe, selon les moyens effectivement affichés à l'écran de paiement. Le traitement des données de carte est assuré par Stripe ; ATRIUM reçoit les informations de transaction nécessaires à la commande. Toute commande est soumise à la confirmation du règlement.

06 Disponibilité, livraison et retrait

La livraison est proposée uniquement vers les destinations pour lesquelles un mode de transport apparaît effectivement au panier et à l'étape de paiement. L'absence d'une option de transport pour une adresse signifie qu'aucune livraison en ligne ne peut être commandée vers cette destination. Pour les produits disponibles, les commandes payées sont normalement préparées sous 24 à 48 heures en jours ouvrés, sauf fermeture exceptionnelle annoncée ou délai particulier indiqué avant validation. Le délai d'acheminement s'ajoute au délai de préparation.

Les frais de livraison sont calculés dans le panier pour chaque destination. Ils dépendent des options effectivement proposées et sont communiqués, taxes comprises lorsqu'elles sont applicables, avant la validation définitive. Le retrait sans frais de transport peut être proposé à La Maison du Cadeau, 36 rue Carnot, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue, selon les modalités affichées au moment de la commande.

Lorsqu'un produit est exceptionnellement proposé en précommande à un particulier, sa date ou sa période prévisionnelle de livraison est annoncée clairement avant l'achat. Les droits légaux du consommateur restent applicables, notamment en cas de retard.

07 Droit de rétractation de 14 jours

Sauf exception prévue par la loi, le consommateur dispose d'un délai de 14 jours à compter de la réception du bien pour notifier sa décision de se rétracter, sans avoir à justifier de motif. En cas de livraison fractionnée d'une même commande, le délai court en principe à compter de la réception du dernier bien.

Le consommateur peut notifier sa rétractation par une déclaration dénuée d'ambiguïté à augre.france@gmail.com, au moyen du formulaire type mis à disposition ou grâce à la fonctionnalité de rétractation accessible en ligne. Les produits doivent être renvoyés dans les 14 jours suivant la notification à **La Maison du Cadeau, 36 rue Carnot, 84800 L’Isle-sur-la-Sorgue, France**. **Les frais directs de retour sont à la charge du client lorsqu'il exerce son droit de rétractation**, sauf prise en charge par le vendeur ou situation relevant d'un défaut de conformité ou d'une erreur imputable au vendeur.

Le remboursement du prix et, le cas échéant, des frais d'envoi initiaux correspondant au mode de livraison standard le moins coûteux proposé, intervient dans les 14 jours suivant l'information de la rétractation ; pour une vente de biens, le vendeur peut différer le remboursement jusqu'à réception des produits ou preuve de leur expédition, selon le premier de ces événements. Une dépréciation due à des manipulations autres que celles nécessaires pour établir la nature, les caractéristiques et le bon fonctionnement des biens peut engager la responsabilité du consommateur.

08 Exceptions au droit de rétractation

Les exceptions légales sont limitées aux situations prévues par l'article L.221-28 du Code de la consommation, notamment les biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés, ou certains produits scellés ne pouvant être renvoyés pour des raisons de protection de la santé ou d'hygiène et descellés après livraison. **Un vêtement standard, simplement essayé, n'est pas exclu de la rétractation par principe.**

09 Garanties légales et réclamations

ATRIUM est le professionnel répondant des garanties légales. Pour les mettre en œuvre, le consommateur peut contacter AuGré France, ATRIUM, 21 rue du Docteur Tallet, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue, au +33 6 70 82 63 72 ou à augre.france@gmail.com. Ces garanties s'appliquent indépendamment du droit de rétractation et de toute garantie commerciale éventuelle.

ENCADRÉ - GARANTIES LÉGALES DES BIENS

Le consommateur dispose d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour obtenir la mise en œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.

Lorsque le contrat de vente du bien prévoit la fourniture d'un contenu numérique ou d'un service numérique de manière continue pendant une durée supérieure à deux ans, la garantie légale est applicable à ce contenu numérique ou ce service numérique tout au long de la période de fourniture prévue. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité affectant le contenu numérique ou le service numérique et non la date d'apparition de celui-ci.

La garantie légale de conformité emporte obligation pour le professionnel, le cas échéant, de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du bien.

La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la réparation ou au remplacement du bien dans un délai de trente jours suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.

Si le bien est réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité, le consommateur bénéficie d'une extension de six mois de la garantie initiale.

Si le consommateur demande la réparation du bien, mais que le vendeur impose le remplacement, la garantie légale de conformité est renouvelée pour une période de deux ans à compter de la date de remplacement du bien.

Le consommateur peut obtenir une réduction du prix d'achat en conservant le bien ou mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre restitution du bien, si :

1° Le professionnel refuse de réparer ou de remplacer le bien ;
2° La réparation ou le remplacement du bien intervient après un délai de trente jours ;
3° La réparation ou le remplacement du bien occasionne un inconvénient majeur au consommateur, notamment lorsque le consommateur supporte définitivement les frais de reprise ou d'enlèvement du bien non conforme, ou s'il supporte les frais d'installation du bien réparé ou de remplacement ;
4° La non-conformité du bien persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du vendeur restée infructueuse.

Le consommateur a également droit à une réduction du prix du bien ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la réparation ou le remplacement du bien au préalable.

Le consommateur n'a pas droit à la résolution de la vente si le défaut de conformité est mineur.

Toute période d'immobilisation du bien en vue de sa réparation ou de son remplacement suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la délivrance du bien remis en état.

Les droits mentionnés ci-dessus résultent de l'application des articles L. 217-1 à L. 217-32 du Code de la consommation. Le vendeur qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être porté jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 241-5 du Code de la consommation).

Le consommateur bénéficie également de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du Code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le bien est conservé ou à un remboursement intégral contre restitution du bien.

10 Responsabilité et données personnelles

ATRIUM demeure responsable des obligations qui lui incombent légalement. Les limites de responsabilité ne peuvent écarter les droits impératifs du consommateur. Les conditions de collecte et de traitement des données personnelles sont détaillées dans la politique de confidentialité disponible sur le site.

11 Service client et médiation de la consommation

Pour toute réclamation, le consommateur contacte d'abord ATRIUM par écrit à augre.france@gmail.com ou au siège social, en rappelant son numéro de commande et les faits. Le service client recherche une solution amiable.

Conformément aux dispositions du Code de la consommation concernant le processus de médiation des litiges de la consommation, après nous avoir sollicités et à défaut de réponse vous satisfaisant, vous avez la possibilité de recourir gratuitement à une procédure de médiation de la consommation auprès de :

CM2C — Centre de la Médiation de la Consommation de Conciliateurs de Justice
49 rue de Ponthieu, 75008 PARIS
Téléphone : 01 89 47 00 14
Site internet : https://www.cm2c.net/declarer-un-litige.php
Courriel : litiges@cm2c.net

Le médiateur peut être saisi dans les conditions prévues par la réglementation, notamment après une réclamation écrite préalable et dans le délai légal à compter de celle-ci. Le recours à la médiation n'empêche pas de saisir les juridictions compétentes.

12 Droit applicable et version des CGV

Le droit français régit les présentes CGV, sans priver le consommateur des dispositions impératives éventuellement applicables dans son pays de résidence. Le consommateur peut saisir les juridictions compétentes dans les conditions prévues par la loi.

Les conditions applicables sont celles mises à disposition du client et acceptées à la date de validation de sa commande. Édition du 24 octobre 2026.